

Burundi : La lutte contre le Sida minée par des soupçons de corruption

Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les sÃ©ropositifs s'inquiÃ©tent de la mauvaise gestion des mÃ©dicaments, une ministre des droits de l'Homme est accusÃ©e de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est catÃ©gorique : aprÃ©s enquÃ©te, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, chargÃ©e des droits de l'Homme jusqu'en fÃ©vrier dernier, a dÃ©tournÃ© plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retirÃ© cet argent du trÃ©sor public en prÃ©textant un projet d'assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du ministÃ©re. L'ancienne ministre vit actuellement Ã l'Ã©tranger.

Burundi : La lutte contre le Sida minÃ©e par des soupÃ§ons de corruption Youphil, 24/08/2010Chemk'Africa| Edgar C. MbanzaAlors que les sÃ©ropositifs s'inquiÃ©tent de la mauvaise gestion des mÃ©dicaments, une ministre des droits de l'Homme est accusÃ©e de vol. Les associations se mobilisent.L'association burundaise de lutte contre la corruption (Olucome) est catÃ©gorique : aprÃ©s enquÃ©te, elle affirme que l'ancienne ministre Rose Nduwayo, chargÃ©e des droits de l'Homme jusqu'en fÃ©vrier dernier, a dÃ©tournÃ© plus de 60 millions de francs locaux (environ 40.000 euros).Elle aurait retirÃ© cet argent du trÃ©sor public en prÃ©textant un projet d'assistance aux femmes victimes des violences "sauf que ce programme n'a jamais eu lieu", affirme un cadre actuel du ministÃ©re. L'ancienne ministre vit actuellement Ã l'Ã©tranger.Au dÃ©but de cette annÃ©e, elle avait dÃ©jÃ dÃ©frayÃ© la chronique lorsque la presse avait rÃ©vÃ©lÃ© qu'elle percevait un double salaire, celui de ministre et celui d'enseignant qu'elle aurait continuÃ© Ã percevoir aprÃ©s sa nomination au gouvernement.Elle avait Ã©tÃ© immÃ©diatement limogÃ©e.Malversations financiÃ©res."Ce cas de dÃ©tournement nous invite Ã la vigilance quant Ã la recrudescence de nouvelles formes de malversations financiÃ©res et de corruption des fonds destinÃ©s au dÃ©veloppement et aux programmes d'assistance humanitaire", rappelle un responsable d'une association d'aide aux sinistrÃ©s de la guerre. D'aprÃ©s un autre responsable burundais de la sociÃ©tÃ© civile, "l'argent de la reconstruction est de plus en plus dÃ©tournÃ© parce que les dispositifs de financements ainsi que l'Ã©valuation des projets sont souvent trÃ©s lourds, ce qui ne facilite pas la transparence et le contrÃ´le citoyen".C'est un autre cas, cette fois de "mauvaise gestion" qui agite le monde associatif burundais, plus prÃ©cisÃ©ment les organisations des communautÃ©s vivant avec le sida. Le Collectif des associations des personnes vivant avec le sida (Capes) s'Ã©me de la non-disponibilitÃ© des mÃ©dicaments contre les infections opportunistes et des antirÃ©troviraux, demandant mÃame une commission d'enquÃ©te. "C'est Ã partir des investigations menÃ©es par cette commission qu'on saura qui est responsable de la mauvaise gestion des mÃ©dicaments", dÃ©clare Hamza Venant, prÃ©sident et reprÃ©sentant lÃ©gal du collectif.Ã Non-transparence. La situation inquiÃ©te sÃ©rieusement les associations. En plus des cas de mauvaise gestion et de manque de coordination signalÃ©s au niveau des diverses structures partenaires du dispositif de soins (communautÃ©s, centrale d'achat, ministÃ©re de la santÃ©, ministÃ©re de lutte contre le sida, le CNLS, les structures hospitaliÃ©res...), le Burundi a vu sa demande de financement rejetÃ© par le Fonds mondial de lutte contre le sida Ã en 2008.Le pays doit donc trouver des alternatives afin de payer les factures. D'aprÃ©s les chiffres officiels, sur 59.000 Burundais ayant besoin d'antirÃ©troviraux, seulement 20.000 en reÃ§oivent. "Ce n'est pas avec une gestion lourde, inefficace et non-transparente que nous allons convaincre les bienfaiteurs", regrette un responsable associatif.Des membres du rÃ©seau burundais des personnes vivant avec le VIH (Rbp+) affirment ne plus bÃ©nÃ©ficier d'un systÃ©me qui leur permettait jusqu'aujourd'hui de recevoir gratuitement des traitements. Par ailleurs, les mÃ©dicaments, comme le Bactrim, manquent dans les stocks comme au Prince RÃ©gent Charles de Bujumbura, le principal hÃ´pital public du pays. "S'il n'y a pas de nouvel approvisionnement, nous ne couvrirons pas ce mois (aoÃ»t)", dÃ©clare Ã la presse locale le responsable de l'unitÃ© sida de l'hÃ´pital, qui prÃ©cise que le gouvernement n'assure plus les livraisons habituelles depuis juillet dernier.IncomprÃ©hensions. Dans les communautÃ©s vivant avec le VIH, la colÃ©re est grande d'autant plus qu'il y aurait en rÃ©alitÃ© des mÃ©dicaments dans les principaux stocks, mais qu'ils seraient trÃ©s mal distribuÃ©s. De leur cÃ´tÃ©, les autoritÃ©s multiplient les messages pour tranquiliser les patients et leurs familles. Elles affirment avoir demandÃ© aux structures sanitaires de continuer Ã offrir un soutien mÃ©dical gratuit aux patients, exigeant en revanche la transmission des factures accompagnÃ©es par "des preuves que les rÃ©serves avaient Ã©tÃ© faites pour soigner les nÃ©cessiteux", prÃ©cise-t-on.Victimes de la corruption. Des sources mÃ©dicales confirment en effet que l'une des causes de cette dÃ©sorganisation serait le fait que les mÃ©dicaments "ne vont pas toujours Ã ceux qui devraient en recevoir. (...) Nous soupÃ§onnons un certain manque de rigueur dans la dÃ©termination qui a droit ou non aux mÃ©dicaments", confie un mÃ©decin du nord du pays. Le Burundi, qui sort de plusieurs annÃ©es de guerre civile, fait partie des pays les plus touchÃ©s par le sida. En attendant l'assainissement du dispositif de prise en charges des sidÃ©ens, les associations s'impatientent: d'aprÃ©s elles, 17 personnes seraient dÃ©jÃ mortes par manque de ces mÃ©dicaments, ces derniÃ©res semaines... A bientÃ´t.